

RÈGLEMENT DE RÉPARTITION

La loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles a instauré un mécanisme de rémunération des ayant-droits pour la reproduction privée de leurs oeuvres et prestations. Ce mécanisme est financé par une redevance attachée à la vente d'appareils d'enregistrement et à la vente de supports d'enregistrement.

La rémunération pour la reproduction privée est attribuée à raison de 1/3 à trois catégories d'ayant-droits:

- les auteurs:
- les artistes interprètes ou exécutants:
- les producteurs. :

Procibel, société de gestion collective des producteurs audiovisuels a en charge la part de rémunération revenant aux producteurs d'oeuvres audiovisuelles et cinématographiques au sens de la loi du 30 juin 1994, c'est-à-dire des oeuvres susceptibles d'être protégées par le droit d'auteur.

Procibel gère les droits copie privée détenus par les producteurs.

Procibel gère également le droit des producteurs de phonogrammes. Les droits de ces derniers sont répartis selon des règles spécifiques fondées sur une double origine du copiage- les disques du commerce et les émissions de radio.

Procibel percevra de Auvibel les sommes à répartir entre les producteurs qu'elle représente.

A. REGLES GENERALES

a. Transparence de la société

Sans préjudice de toutes informations qui doivent être communiquées en vertu des lois ou des statuts, tout associé ou son mandataire peut obtenir, dans un délai de 1 mois à compter du jour de sa demande, une copie des documents des trois dernières années et relatifs:

1. aux comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale et à la structure financière de la société ;
2. à la liste actualisée des administrateurs ;
3. aux rapports fait à l'Assemblée par le conseil d'administration et par le Commissaire réviseur ;
4. au texte et à l'exposé des motifs des résolutions proposées à l'Assemblée générale et à tout renseignement relatif aux candidats au conseil d'administration ;
5. au montant global certifié exact parle commissaire-réviseur, des rémunérations, des frais forfaitaires et des avantages de quelque nature que ce soit, versés aux administrateurs ;
6. aux tarifs actualisés de la société ;
7. à la destination des fonds qui conformément aux articles 13, alinéa 2 et 69 de la loi relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'oeuvres sonores et audiovisuelles ont du être redistribués.

b. Fonds non répartis

Les fonds récoltés qui de manière définitive ne peuvent être attribués doivent être répartis entre les ayants droits de la catégorie concernée selon des modalités approuvées à la majorité des 2/3 en Assemblée générale.

À défaut d'une telle majorité, une nouvelle assemblée générale convoquée spécialement à cet effet statue à la majorité simple.

L'utilisation de ces sommes fait l'objet chaque année d'un rapport spécial du commissaire-réviseur

B. REGLES DE REPARTITION - Oeuvres audiovisuelles

En l'absence d'un accord de coopération entre l'Etat Fédéral et les Communautés, tel que prévu par l'article 58 de la loi du 30 juin 1994, qui contredirait cette disposition, 70% des fonds perçus sont affectés au versement de la rémunération pour copie privée proprement dite, Procibel affectant les 30% restant à des actions culturelles d'intérêt général des producteurs qui seront décidées par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale le barème de répartition entre ses associés de toute somme encaissée pour leur compte par la société.

Les règles de répartition suivantes ont été adoptées:

Oeuvres concernées (oeuvres bénéficiant de la part producteur copie privée gérée par Procibel)

Oeuvres audiovisuelles de nationalité belge et de nationalité d'un Etat membre de l'Union Européenne, oeuvres de la nationalité d'un Etat étranger lié à l'Etat belge par une convention internationale, radiodiffusées sur le territoire belge par des émetteurs belges ou étrangers réalisant une part de marché significative en Belgique (dans la zone linguistique française ou néerlandaise de Belgique)

Ayants-droits concernés (définition des titulaires de droits de la part producteur de la copie privée)

Personnes physique ou morale qui en fonction des contrats de production ou de coproduction ou des droits qui en découlent sont titulaires des droits sur le négatif des oeuvres, dans la limite des droits territoriaux sur la Belgique ou détentrices des droits copie privée par application d'une clause de cession spécifique figurant au contrat de coproduction ou dans les contrats de cession de droits.

1. MODE DE FIXATION DES DROITS A REMUNERATION POUR COPIE PRIVÉE

Procibel répartira les sommes encaissées aux titulaires des droits à copie privée des oeuvres concernées en fonction de données relatives aux taux d'audience (taux de copiage quand il sera disponible) de celles-ci. Ces données seront fournies par un ou plusieurs instituts d'études choisis par le Conseil d'administration de la société. (Des contacts sont en cours avec le CIM)

Le taux d'audience , en fonction de l'économie générale de la répartition et des données disponibles sera l'audience AIP qui prend en considération deux paramètres, le nombre de spectateurs et la durée de vision

L'audience sera soit:

- l'audience moyenne annuelle de la chaîne de télévision considérée ;
- l'audience moyenne annuelle de la chaîne considérée pour trois périodes: l'avant-soirée, le prime time et la soirée ;

- l'audience propre à chaque programme (résultats audimétriques quotidiens).

2. DETAIL DU MODE DE CALCUL DES DROITS

2.1. Répartition entre les marchés belges nord (flamand) et sud (francophone).

Les 30% Fonds culturels- seront répartis selon une clé de 57% qui seront gérés par la Commission flamande et 43% par la Commission francophone.

La part des fonds culturels revenant à d'éventuels producteurs de la Communauté germanophone sera traitée séparément.

Les 70% seront répartis selon la même clé. 57% seront affectés à la rémunération des oeuvres diffusées par les chaînes considérées dans le marché flamand et 43% seront affectés à la rémunération des oeuvres diffusées par les chaînes considérées dans le marché francophone.

2.2. Détermination des oeuvres ouvrant droit à rémunération pour copie privée

Sur base des données fournies par les radiodiffuseurs, les oeuvres ouvrant un droit à rémunération seront répertoriées selon les critères fournis par la loi du 30 juin 94 et comptabilisées par genre. On obtiendra de cette manière le total général et le total en minutes d'oeuvres à considérer dans chacun des genres retenus.

2.3. Détermination de la rémunération de chaque oeuvre

Pour chaque oeuvre, on calculera ensuite son nombre de points Procibel

Point Procibel =

$$\frac{\text{durée de l'oeuvre} \times \text{taux d'audience}}{\text{taux de copiage} \times \text{coefficient de prise en charge copiage}}$$

Ensuite, on effectue le total du nombre de points Procibel pour la période considérée. Dès lors on sera en possession d'une part d'une somme à répartir et d'un total de points Procibel qui permettront par une simple division de calculer l'unité Procibel dans les marchés nord et sud.

Ensuite, la rémunération de chaque oeuvre sera calculée en multipliant le nombre de point de chaque oeuvre par l'unité Procibel.

Genres: Coefficients de prise en charge(% de la durée du programme) :

1. coefficient : 100 %
 - fiction (film-T.V.)
 - documentaire du type stock
 - clip vidéo
2. coefficient : 50 %
 - magazine
 - documentaire du type flux
 - captation avec remontage d'un spectacle vivant
3. coefficient : 40 %
 - variété
 - jeu élaboré (>= 6 min.)
4. coefficient : 25 %
 - sport (à condition qu'il s'agisse d'un enregistrement intégral ou que la durée soit >= 60 min)
5. coefficient : 20 %
 - jeu de plateau (>=6 min.)

- simple captation sans remontage d'un spectacle vivant
6. coefficient : 0 %
- actualité (tous sujets)
 - spot publicitaire

Chaînes considérées

Les chaînes considérées de manière systématique comme point d'origine du copiage sont les chaînes belges à audience communautaire et les chaînes à audience communautaire qui diffusent dans la langue de référence du marché considéré- flamand dans le marché Nord, français dans le marché Sud, les chaînes belges à péage et les chaînes réalisant dans les marchés belges nord ou sud au minimum 1,5% de part de marché moyenne annuelle. Cette règle a pour objectif de préserver l'économie générale du système. Compte tenu du nombre élevé des chaînes de télévision distribuées par câble en Belgique, et des habitudes de copiage relevées à l'étranger, toutes les chaînes ne seront pas systématiquement traitées. En effet, dans les pays européens étrangers où il existe un mode de rémunération pour copie privée, il apparaît que le copiage est directement lié à l'audience. Ce constat permet d'émettre donc l'hypothèse qu'en règle générale des oeuvres diffusées par des chaînes à audience limitée ne sont pas copiées.

Des exceptions pouvant néanmoins exister, les oeuvres copiées au départ de chaînes réalisant une part de marché inférieure à 1,5% seront rémunérées sur demande expresse des ayants-droits, demande accompagnée d'éléments permettant d'attester le copiage.

C. Admission

Tout producteur d'oeuvres audiovisuelles est susceptible de devenir associé de Procibel quelque soit sa nationalité.

La demande d'admission est adressée au conseil d'administration.

Cette demande précise le nom du candidat, sa forme juridique, la nationalité de la société, le siège social et le ou les sièges d'exploitation effectifs, ainsi que la liste d'oeuvres dont il détient les droits et pour lesquels il peut revendiquer une rémunération au titre de la copie privée avec la précision de l'étendue ces droits (droits d'auteurs, droits voisins des artistes interprètes, droits voisins du producteur), l'étendue territoriale et la durée dans le temps des dits droits.

L'acte constitutif et le dernier étant des statuts du requérant, s'il est une personne morale, seront joints à la demande.

La candidature est examinée par le conseil d'administration qui statue dans les conditions prévues à l'article 12 des statuts de Procibel.

Le conseil peut demander un complément d'informations, accepter ou refuser la candidature. Toutes décisions d'acceptation et de refus sont transmises à l'assemblée générale qui statue dans les conditions ordinaires de ses délibérations.

En cas de refus d'admission, Procibel s'engage à en notifier par écrit les motifs au candidat. Toute candidature refusée peut être présentée selon la même procédure une fois par an.

D. MANDATS

Conformément à l'article 66 de la loi du 30 juin 1994, en cas de refus d'une demande de gérer les droits reconnus par la loi , Procibel s'engage à en notifier par écrit les motifs au demandeur.